

REPAS DE MAIRES 29 NOVEMBRE 2024
DISCOURS DU PRESIDENT, Michel PÉLIEU



Monsieur le Préfet,
Madame la Présidente de l'Association Départementale des Maires,
Mmes et MM. les Parlementaires,
Mmes et MM. les Conseillers Régionaux et Départementaux,
Mmes et MM. les Maires,
Mmes et MM. les Présidents,
Mmes et MM. les représentants des autorités civiles et militaires,
Mmes et MM. les chefs de service et chargés de mission de l'Etat et du Département,
Mmes et MM. représentants de la presse,
Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de vous voir si nombreux pour ce banquet des Maires auquel nous sommes, mes collègues du Département et moi-même, très attachés. Mais au moment de partager ensemble ce repas, vous mettre en appétit tout en évoquant le contexte actuel relève d'un véritable défi ! Et pourtant, il est difficile de ne pas en parler tant il nous concerne tous, dans nos rôles respectifs de responsables locaux.

Inutile d'évoquer le contexte international périlleux pour se désespérer. Le contexte national avec le spectacle affligeant de l'incroyable mascarade des débats à l'Assemblée Nationale sur la Loi de Finances se suffit à lui-même. Difficile d'assister impassible à ce spectacle et ces petites manœuvres quand on sait que notre capacité future à agir sur nos territoires en souffrance dépend de la qualité des travaux au sein de cette Assemblée. Mais que pouvons nous attendre d'une représentation nationale élue dans un contexte de surenchère démagogique inédite ? Au lieu de rechercher des compromis pour construire un budget crédible et améliorer la version défailante du Gouvernement, on assiste, incrédule pour ma part, à un florilège de propositions délirantes et farfelues. Et au centre de tout, des Français qui veulent baisser les dépenses publiques mais à condition que cela ne les touche pas personnellement. Plus grave, des Français qui, selon les sondages, seraient majoritairement favorables à une censure du Gouvernement qui priverait pourtant la France d'un budget et la plongerait dans une grave crise. Mais comment leur reprocher ? Après les avoir alimentés de tant de promesses démagogiques par cynisme électoral ? A force de mensonges, on finit par se mettre gravement en difficulté.

On se plaint souvent de la montée du sentiment de défiance, réel, des citoyens, envers la classe politique tous confondus. Mais faut-il rappeler que ceux qui obéissent perdent le respect quand ceux qui commandent perdent la honte. Alors, il est temps d'arrêter de jouer avec le feu et de proposer des solutions responsables, plutôt que des illusions démagogiques. Il est temps de regarder la réalité en face, de renouer avec un discours de vérité et de faire œuvre de pédagogie pour éduquer les citoyens mais aussi et surtout, une partie de la classe politique inconsciente et inconséquente, arrivée aux responsabilités par le hasard des urnes.

Heureusement, dans ce marasme, le Sénat, parvient à faire entendre sa voix responsable pour porter un message raisonnable à l'endroit des collectivités territoriales.

J'espère que ce sens des responsabilités saura inspirer les élus de la gauche démocratique, du centre et de la droite modérée, du Palais Bourbon. Je ne suis pas un farouche défenseur des critères arbitraires de Maastricht qui nous enferment dans un carcan. Pour autant, je suis convaincu que ce sont les plus faibles, qu'il s'agisse des personnes ou des territoires, qui ont le plus à redouter un Etat surendetté qui, à la fin, ne sera plus capable ni d'agir, ni d'intervenir pour les protéger. Seuls les plus riches peuvent se permettre d'avoir un Etat pauvre. En 50 ans de mandats publics, j'en ai connu, comme vous, des difficultés et des périodes incertaines. Aucune n'a entamé ma détermination. Ma patience, oui, souvent, très souvent même, mais ma détermination à agir, jamais ! La seule véritable défaite réside dans le fait d'abandonner, de jeter l'éponge, de baisser les bras.

Cette année encore, quelles que soient les difficultés financières, je peux vous assurer, au nom de tous mes collègues, que le Département des Hautes-Pyrénées tiendra son engagement d'accompagner les collectivités locales, dans le respect de sa mission de solidarité territoriale. Depuis plus de 10 ans, nous avons engagé des efforts pour rationaliser et diminuer nos frais de fonctionnement. Concrètement, cela s'est traduit notamment par :

- une diminution des effectifs (-4%),
- des coupes dans les dépenses de communication (-23%)
- et dans les frais de réception (-25%),
- une baisse du parc automobile (suppression d'un quart des véhicules de service), etc.

En matière financière également, pendant plus de 10 ans, nous avons fait porter nos efforts sur la diminution de la dette. La capacité de désendettement de notre Institution s'établit aujourd'hui à moins de 3 ans, à un niveau largement inférieur au seuil d'alerte des 7 années fixé par l'Etat. Par ailleurs, la gestion active de la dette a permis de ramener le taux moyen des emprunts à 1,9% et d'économiser des frais financiers annuels. Et nous avons mené tous ces efforts de maîtrise des dépenses de fonctionnement et de gestion, tout en augmentant nos investissements de 50 à 85 millions d'euros, pour soutenir l'activité économique, l'emploi et l'attractivité des Hautes-Pyrénées.

Aujourd'hui, comme tous les Départements de France, nous n'échappons pas à l'effet de ciseaux entre les recettes qui diminuent et les dépenses qui augmentent. Et notre participation à la réduction des déficits publics qui sera entérinée, le cas échéant, par la Loi de Finances aggravera encore, à n'en pas douter, cet effet de ciseaux. Malgré tout et grâce en partie à nos efforts, nous pourrions faire face, tout au moins pour cette année, à la différence de beaucoup d'autres départements déjà au bord de l'asphyxie. Alors que d'autres départements en effet, et notamment nos plus proches voisins, prennent d'ores et déjà des mesures d'urgence pour faire face à une situation financière difficile, nous, nous pouvons maintenir nos engagements. La satisfaction modeste vis à vis de la situation actuelle n'empêche pas les craintes évidemment. Au contraire, c'est pourquoi nous devons poursuivre nos efforts. Je le dis publiquement, en présence de nos chefs de service, Le monde change et l'administration départementale n'est pas hors sol, nous devons continuer à interroger sans cesse notre manière de servir, nous devons chercher nous aussi à transformer l'action publique pour rester efficaces tout en étant plus économes.

C'est sur cet enthousiasme à servir que je veux clôturer mon propos pour vous souhaiter un bon appétit.

Michel PÉLIEU,
Président du Département des Hautes-Pyrénées